

Le sango dans la formation de la nation centrafricaine

LA question des origines du sango est si complexe qu'elle constitue, à elle seule, un sujet de recherche de longue durée, ainsi que le démontre le travail de W.-J. Samarin (1983). Cependant, nous devons explorer ce passé, même à grand pas, afin de comprendre le présent et mieux discerner l'avenir. Dans cette démarche, et compte tenu des limites nécessaires de cet article, nous nous attacherons plus particulièrement à suivre le rôle du facteur linguistique dans les changements sociaux qui ont engendré des « ethnies-nations » (1) dans le Haut-Oubangui dès le XVII^e siècle, rôle que le sango joue encore aujourd'hui dans la formation progressive de la nation centrafricaine.

La formation du sango

Le sort des langues est naturellement tributaire des événements historiques, et c'est pourquoi ce sont les historiens qui apportent la première toile de fond de l'étude socio-linguistique diachronique. Parce que cette étude commence au XVII^e siècle, une période tourmentée de l'histoire centrafricaine, il est bon de rappeler que les travaux archéologiques (Vidal 1969, 1974), anthropologiques et linguistiques (Bouquiaux et J.-M. Thomas 1980, G.-V. Sevy 1972, R. Boyd 1974, etc.), permettent de reculer jusqu'à 3 000 ans avant J.-C. l'occupation de l'ensemble du bassin de l'Oubangui par les ancêtres des populations centrafricaines actuelles. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il n'y a pas eu turbulences et déplacements de populations, mais cela veut dire assurément que le pays n'était pas vide — et donc n'appartenait pas à quelqu'un — jusqu'au XVIII^e siècle. En effet, s'appuyant sur le reflux vers l'ouest encore sensible au début du siècle, les colonisateurs ont voulu faire croire

à un pays vide, récemment peuplé de fuyards (Kalck, 1971 : 9-20) (2).

Pour les populations de l'Est centrafricain, auxquelles nous nous intéressons ici en raison de l'origine du sango, le XVII^e siècle a été une période de grands bouleversements socio-politiques, qui se sont traduits par la reconstitution des ethnies zandé et nzakara aux dépens des groupes ethniques voisins, dont les ngbandi. Les Zandé, dominés par le clan vungara, ont assimilé avec succès un grand nombre de clans et petites ethnies qui devinrent bientôt des Zandé à part entière, totalement intégrés dans le système social et politique fortement structuré de cette ethnie-nation. Les Nzakara, étroitement apparentés aux Zandé, firent de même en s'organisant autour du clan vukpata. Quant aux Ngbandi, établis entre la Mongala, l'embouchure de la Ouélé, et le cours moyen de l'Oubangui, un de leurs clans aînés, les Bandia, après avoir conquis par la force le pouvoir politique chez les Nzakara et une partie des terres zandé, se laissèrent assimiler par les vaincus, allant jusqu'à perdre leur langue et leurs coutumes, au prix de quoi ils régnèrent sans partage jusqu'à l'arrivée des Européens. Eric de Dam pierre résume fort bien le tableau :

« Il faut retenir que des trois fils de Ngoungbengué, l'un, Lézian, un aîné, conserva la haute main sur les chefferies du sud du Mbomou, tandis que deux autres, Ndounga et Kassanga allaient chercher fortune au nord. A compter de ce temps, crucial dans l'histoire bandia, les sorts sont distincts :

a) *Lézian et ses descendants (...) règnent sur les populations zandé de l'ouest. Ils se "zandéisent" comme dit Calonne (...). Leur histoire fait désormais partie de l'histoire zandé.*

b) *Ndounga et ses descendants règnent sur les populations nzakara après avoir renversé le pouvoir des vou-Kpata ; ce fut sans doute le royaume le plus homogène des trois.*

c) *Kassanga et ses descendants règnent sur un mélange hétéroclite de populations à moitié "zandéisées" par les Voungara qu'ils supplément.*

(1) Nous appelons ethnies-nations celles des ethnies centrafricaines qui ont réalisé leur intégration sociale autour d'un pouvoir politique central ou hiérarchisé. Cette structure, originellement basée sur la hiérarchie des relations parentales entre clans, a été transformée en structure politique intégrante dès lors que les clans — et finalement l'ethnie entière — incorporent des étrangers (esclaves, ou groupes extérieurs vaincus, ou progressivement envahis). Une ethnie-nation

n'est vraiment formée que lorsqu'il existe une forme de pouvoir politique centralisé (autour d'une personne, sinon d'un clan aîné) pour la totalité des membres de l'ethnie-nation. De ce point de vue on peut dire qu'il existait en Centrafrique quelques ethnies-nations, et des ethnies à structures sociopolitiques égalitaires (ex. Banda, Gbaya, Pygmées).

(2) Pour en savoir plus, lire André Gide, 1928 *Voyage au Congo*, Kalck P., 1960 : 53.

d) *Enfin, il faut ajouter à ce tableau des cadets qui restèrent dans l'ancien territoire et conservèrent l'usage de la langue ngbandi. Nous retrouvons aujourd'hui leurs descendants au même endroit* » (Dampierre, 1967 : 181).

Les Ngbandi, tout comme les Zandé, sont traditionnellement des peuples fiers, étant parmi les premiers, dans le bassin de l'Oubangui, à créer de véritables royaumes (de Dampierre, 1967). Ce qui les a conduits non seulement à conserver dans des époques la mémoire de leur histoire particulière, mais encore à développer entre eux une solidarité tout à fait remarquable, soutenue par leur organisation sociale basée sur une hiérarchie de lignages-chefferies, les « ködörö » (Boyeldieu, 1977). Aussi, lorsque les conquérants bandia abandonnèrent la langue ngbandi, dès la seconde génération, pour adopter celles de leurs sujets nzakara ou zandé, cela déplut aux autres clans cadets restés dans le pays d'origine. Ceux-ci traitèrent les descendants de leurs aînés de seigneurs déchus (« mborôngo »). Ce mépris subsiste encore aujourd'hui, et plus particulièrement envers les Dendi sur la base des mêmes griefs : altération de la langue et métissage poussé avec les ethnies voisines, notamment, les Nzakara et les Ngbougou.

Les rois zandé et nzakara, descendants des Bandia, n'ont jamais fait la guerre aux chefferies ngbandi, car elles sont non seulement alliées mais parentes, malgré les dissensions qui peuvent les opposer. Tandis que, dans le même temps, ils étaient en conflits ouverts avec les Ngbougou et les Togbo, des populations banda du nord-ouest et du nord. En raison de leur appartenance à la lignée royale, de leur situation de voisinage géographique (à la frontière ouest du royaume de Bangassou), et de leurs liens quotidiens avec les Ngbougou, les Dendi ont été aisément acceptés comme médiateurs par les deux parties belligérantes, non sans y trouver leur compte (position avantageuse d'intermédiaires bénéficiant de services divers). Girard (1901) cité par Dampierre (1967 : 181) ignorait cet aspect des choses et attribua cette position privilégiée des Dendi au seul caractère de bons commerçants des Yakoma, (plus exactement les Ngbandi de Ouango). Toujours est-il que ce contact permanent avec les Ngbougou et les Nzakara entraîna l'altération de la langue ngbandi qu'utilisent les Dendi, et donna naissance à un parler véhiculaire nommé « dendi » — probablement imprégné de Ngbougou et de Nzakara. C'est ici que nous situons les origines de la langue sango, contrairement à Samarin (1983) qui les situe plus tard, au moment de la pénétration européenne.

Les Dendi étant d'excellents piroguiers comme les autres Ngbandi de la région (Yakoma et Sango), la langue véhiculaire dendi a dû servir, le long du cours moyen de l'Oubangui que con-

trôlaient les Ngbandi, comme langue de marché et d'échange avec les populations banda (Langbasi, Langba, Ngbougou, Togbo) qui bordent l'arrière-pays. Il ne s'agit pas d'une hypothèse gratuite, car l'arrivée des Européens par l'ouest entraînera une nouvelle expansion de cette langue véhiculaire qui conservera le nom de « dendi » jusqu'en 1906 environ, cédant peu à peu la place à la dénomination « sango ». En 1945, Kerux éprouve encore le besoin de rappeler dans sa préface ce nom longtemps abandonné (Kerux et San-youen, 1945 : 17). Mais le témoignage le plus déterminant sur l'utilisation du véhiculaire dendi en tant que tel le long du fleuve, au moins jusqu'à Bangui, nous est donné par Baratier (3) :

« Ce sont les Dendi qui ont donné son nom à la langue qui se parle tout au long de l'Oubangui et qui est une sorte de volapük. Toutes ces races de payeurs, toujours en pirogues, par suite en relations constantes, ont, à vrai dire, à peu près la même langue, encore y a-t-il quelques différences, et pour plus de commodité, ces primitifs ont réalisé ce que nous autres civilisés nous n'avons pu encore faire. Avec les mots communs à tous, peut-être en en modifiant quelques-uns et en en créant de nouveaux, ils ont fabriqué le dendi, dont la simplicité est telle que nos tirailleurs et nous, nous arrivons à nous faire comprendre de nos payeurs. Assurément je ne proposerai pas le Dendi comme langue universelle et commerciale, nous la trouverions, nous, hommes compliqués, un peu pauvre de mots et je crois que nous nous résoudreions difficilement à dire : "Niama kota kota : la viande grosse grosse" pour désigner un éléphant, et "Niama kété kété : la viande petite petite" pour représenter un moustique, en joignant à ces mots une mimique toute spéciale qui aide à la compréhension » (p. 28).

On trouvera une analyse critique approfondie de ce texte ailleurs (Diki-Kidiri, 1982 a : 35). Soulignons simplement que le nom de « Dendi » ne serait pas utilisé pour caractériser les langues véhiculaires s'il n'était pas déjà notoirement connu comme nom d'une langue de ce type, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Une dizaine d'années plus tard, ce « volapük », que Baratier ne proposerait « pas comme langue commerciale », était reconnu de tous comme la langue commerciale de l'Oubangui-Chari (Giraud, 1908 ; Brachiel, 1908). L'interaction continue et de plus en plus importante entre les autochtones d'une part et d'autre part les Européens et les Noirs expatriés à leur service, entraînait une évolution rapide de la langue. Ce qui fit croire à certains auteurs que le sango, ainsi que

(3) Voir bibliographie, Baratier.

le lingala et le kikongo étaient nés des seuls contacts provoqués par les Européens :

« Ces langues composées de bribes empruntées à divers idiomes congolais, ont été formées par des nègres de tribus et de races différentes, réunis dans les mêmes centres : villes, camps, factoreries, etc. » (Calloc'h, 1911 : introd.).

Cette version qui laisse croire à des « langues créées de toutes pièces » fut corrigée par Eboué. Celui-ci continua cependant à répercuter l'opinion erronée qui attribuait l'origine du sango au contact entre Européens et Africains à la fin du siècle dernier.

« Du Sango, il n'y a rien à dire, si ce n'est — comme on l'a écrit — que c'est la "langue commerciale de l'Oubangui-Chari", non pas, certes, une langue créée de toutes pièces, comme l'espéranto, mais un idiome dérivé d'un dialecte du groupe Yakoma-Sango, où les mots d'origine étrangère sont assez nombreux et auquel les premiers rapports entre Européens et Indigènes de l'Oubangui ont donné naissance » (Eboué, 1918 : préface).

Eboué aurait été plus perspicace s'il avait connu l'histoire pré-coloniale des peuples du Haut-Oubangui. Il lui aurait suffi d'utiliser le mot « essor » à la place du mot « naissance » pour être totalement conforme à la réalité historique, car le véhiculaire sango était déjà né sous l'appellation « dendi » bien avant l'arrivée des Européens, et dans le contexte que nous avons décrit plus haut. L'erreur d'Eboué sera, cependant, reprise *in extenso* par Samarin (1967, 1983). Pour l'étayer, Samarin a entrepris une étude détaillée de la pénétration coloniale par le Congo, et s'est attaché à démontrer le rôle important joué par les Ngbandi (Yakoma en particulier) dans la colonisation belge et française. Ce rôle est confirmé par des textes de tradition orale recueillis par Jean de Dieu Yewawa et Abel Lité dont nous avons eu connaissance. Nous ne donnons ici qu'un très bref résumé des événements vus du côté des Ngbandi.

Les Ngbandi se souviennent avoir quitté la région du Bahr el Ghazal parce qu'ils ne voulaient pas abandonner leurs dieux pour devenir musulmans. Les islamisés leur firent donc la guerre avec des fusils, et ils durent fuir le pays. En 1877, voici que les islamisés, les troupes de Rabah, arrivaient aux portes de Bangassou et furent repoussés avec grand peine. Dix ans plus tard (1887), des hommes blancs (Van Gèle) arrivent par l'ouest et attaquent les Gbanziri pour leur prendre leurs esclaves. Il fallait les empêcher de faire la même chose chez les Ngbandi. Aussi, lorsqu'il arriva en janvier 1888 au confluent de l'Ouélé et du Mbomou, Van Gèle dut s'enfuir après un combat meurtrier contre Ndayo,

le chef des Yakoma-Gbodo. Parmi le butin, des fusils. Un conseil de guerre décida de traiter avec les Blancs et de pénétrer leurs armées afin de connaître leurs secrets militaires tout en utilisant leur alliance contre les islamisés du nord. C'est pourquoi, lorsque Van Gèle revint en 1889, il signa aisément une alliance avec le même chef Ndayo, et de nombreux Yakoma s'engagèrent à son service.

Grâce à Samarin le rôle que les Ngbandi ont joué dans l'expansion de la langue sango au début de la colonisation n'est plus à démontrer, mais il est erroné de leur imputer la naissance de la langue véhiculaire.

L'expansion du sango pendant la colonisation

Jusqu'en 1906, tout l'effort des autorités coloniales françaises était consacré à l'organisation du pouvoir politique et de l'exploitation économique de la colonie, par les méthodes criminelles que l'on sait (portage, travail forcé, exactions de tout genre). Durant cette période, aucune politique officielle n'est définie en matière de langues, mais, par nécessité et pour les besoins du commerce, de l'évangélisation et de l'administration quotidienne des populations, les Européens se mirent à apprendre quelques bribes de langues africaines. Il s'agissait essentiellement de listes de mots, car, naturellement, ces « dialectes » ne pouvaient posséder de grammaire véritable ! Bientôt quelques-uns de ces vocabulaires furent publiés, d'abord par des agents des compagnies concessionnaires (4), puis par des missionnaires, et enfin par des administrateurs comme Eboué. A ce stade, il s'agit plus d'une pratique linguistique que d'une politique concertée. Mais, dans la mesure où leurs auteurs s'adressaient à tous les Européens, agents de la colonisation à quelque titre que ce soit, on prit bientôt conscience de la nécessité de mieux organiser l'étude de ces langues, avec de grands desseins en tête. En effet, pour Le Mure De Villers, président de la Société anti-esclavagiste de France en 1911, ces études linguistiques devaient permettre d'éclairer la politique linguistique à suivre pour l'Afrique.

« Au point de vue pratique, les colonisateurs apprendraient par là s'il est possible de ramener les différents idiomes en usage dans notre empire noir à un nombre restreint de types, ou par

(4) La Compagnie des Produits de la Sangha et de la Ngoko (Cf. biblio.) avait publié, pour sa part, un vocabulaire manuscrit calligraphié, accompagné des phrases

usuelles, et de préceptes sur la façon de s'y prendre pour vendre aux indigènes aux moindres frais.

contre, s'il est nécessaire de créer une sorte de volapük, de sabir, c'est-à-dire un français-nègre uniforme à utiliser partout. Du résultat de cette enquête de linguistique, dépendrait la solution à intervenir dans le problème de la langue que parlera notre Afrique de l'avenir » (Calloc'h, 1911 : préface).

Il faut souligner que si les études linguistiques se multipliaient tout autant que les monographies ethnologiques, il en était tout autrement en ce qui concerne l'utilisation des langues africaines dans l'enseignement scolaire. Celui-ci, là où il existait, était donné strictement en français, et d'une façon très élitiste (priorité aux fils de chef et aux garçons). Ce n'était assurément pas le chemin que prit le sango pour se répandre à l'intérieur des terres.

Pendant la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire au moment où toutes les forces vives de l'empire colonial français devaient se mobiliser pour sauver la mère-patrie, un léger fléchissement vis-à-vis des langues et cultures africaines a pu être remarqué :

« Le gouvernement français a bien autorisé dernièrement que les premiers éléments soient donnés, en certains cas, aux enfants tout à fait incultes, dans leur langue maternelle ; toutefois, ni le principe, ni le but de l'enseignement n'ont été changés, ceux-ci étant d'amener l'Africain à prendre racine dans le sol de la puissance coloniale européenne (5). »

Du côté des missions, les catholiques, installés depuis 1890 dans le pays, avaient pour politique l'enseignement du français et même du latin pour un petit nombre d'enfants. Plus tard, après 1900, ils optèrent pour l'utilisation des langues vernaculaires (banda-togbo, ngbaka, monzombo, gbéa, manza, zandé) plutôt que la langue véhiculaire sango, jugée trop rudimentaire et, en tout état de cause, trop loin de l'âme culturelle des ethnies. Il en fut ainsi jusqu'à l'arrivée en 1920 des concurrents : les protestants, missionnaires baptistes américains. Pragmatiques, n'ayant que faire du français, ils virent immédiatement le parti qu'ils tiraient de l'utilisation du sango. Puisque leur technique d'évangélisation reposait essentiellement sur la Bible et sa traduction dans les langues locales, il y avait tout avantage à ne faire l'effort qu'une fois, en se servant du sango plutôt que des langues vernaculaires qui changent de place en place. Dans le même temps, l'utilisation du ngbandi par les missionnaires du Zaïre, et dans un contexte politique différent, donnait des résultats dont l'influence se faisait sentir jusqu'à Bangui. Sous cette double pression, les missions catholiques aban-

(5) Cité par Kerux et San-Youen, 1950 en préface. (Cf. biblio.).

donnèrent peu à peu l'usage des langues vernaculaires pour celui du sango. Ainsi, le sango entra « en religion », et, par le biais de l'enseignement religieux protestant, dans l'enseignement tout court. Mais, cet enseignement restait malgré tout limité à la formation d'agents auxiliaires subalternes. Les missionnaires, après avoir écrit *sur* le sango, se mirent à écrire *en* sango. Le premier livre imprimé *en sango* sur la terre centrafricaine est un catéchisme datant de 1930, attribué à Barthélémy Boganda. La première Bible fut protestante et sortit en 1936. L'usage du sango écrit se développa beaucoup plus rapidement chez les protestants. Comme il fallait s'y attendre, les conventions orthographiques utilisées par les uns et les autres divergeaient.

Les protestants, devant enseigner le sango écrit à leurs ouailles pour leur permettre de lire la Bible, ont choisi de l'écrire avec les conventions orthographiques françaises, dans l'espoir que les néo-alphabètes pourraient ensuite passer plus aisément au français, si besoin était. Mais les méthodes de lecture globale utilisées pour leur apprendre à lire la Bible les rendaient tout à fait inaptes à lire tout autre document, même écrit en sango. De surcroît, les protestants, très sourcilleux sur le contenu théologique des mots, cherchaient à rendre par un mot sango chaque mot grec ou hébreu de la Bible, et tant qu'ils n'étaient pas satisfaits de ce qu'ils trouvaient, ils utilisaient les mots français. Le sango des protestants devint une variété très singulière, tant par son phonétisme et son vocabulaire que par ses formes grammaticales. Jugeons-en sur ces exemples :

<u>Catholique</u>	<u>Protestant</u>	
londo	loundou	se lever
loungoula	lounguèla	enlever
kojoni	kodjoni	avant
mokonji	makoundji	chef
gbia	Seigneur	seigneur

Les catholiques suivirent sans doute plus étroitement l'évolution du sango, comme en témoigne le contenu des ouvrages qu'ils ont publiés depuis 1908. Bien que le sango « commercial » utilisé en 1930 fût déjà très différent du Ngbandi au point que l'intercompréhension n'était plus immédiate (Gérard, 1930 : 3), le sango des premiers catéchismes et missels catholiques nous paraît aujourd'hui très proche du ngbandi, et s'en écarte de plus en plus sensiblement avec les années. En 1942, davantage de mots français avaient pénétré aussi le sango des catholiques. Les conventions orthographiques utilisées par ces derniers ont également varié

dans le temps : d'abord françaises (Calloc'h, 1911), elles devinrent latines (Gérard, 1930 ; Kerux et San-Youen, rédigé en 1945 et publié cinq ans plus tard en 1950), puis à nouveau françaises (Tisserand, 1950).

A la veille des indépendances politiques, le sango était parlé assez largement comme langue véhiculaire jusqu'au Tchad (région de Fort-Archambault, aujourd'hui Sahr, et même à Fort-Lamy, aujourd'hui Ndjamena). Des expatriés centrafricains l'ont essaimé à Libreville et à Brazzaville, mais dans des quartiers limités. En Centrafrique même, le sango avait longtemps pénétré toutes les villes, chefs-lieux de région et de district, ainsi que presque tous les villages de quelque importance situés le long des grands axes de circulation.

L'évolution du sango depuis l'indépendance

Barthélémy Boganda, premier président de la République centrafricaine, était un patriote qui mena une lutte politique habile et difficile pour conduire son pays à l'Indépendance. Ses idées en faveur de l'évolution sociale de l'Afrique noire et de la création d'un grand état fédéral en Afrique centrale étaient jugées très dangereuses par la puissance coloniale (Penel, 1985 a ; Kalck, 1960 : 77). Aussi, lorsque, le 29 mars 1959, il mourut avec ses compagnons dans un mystérieux — et opportun — accident d'avion, les regards accusateurs et chagrinés des Centrafricains se tournèrent vers la France, seule puissance à qui le crime pouvait profiter. Le sentiment nationaliste qui se développa pour pleurer ces héros se chanta en sango, comme toutes les autres chansons à portée nationale composées par des guitaristes de talent ou par des orchestres modernes, que l'on entendait sur les ondes de la radio centrafricaine.

Le sango fut naturellement ressenti comme la seule langue qui soit véritablement porteuse de l'identité centrafricaine, à la fois par opposition à l'identité des ethnies, portée par les langues vernaculaires, et à l'identité française dont on venait de se défaire en devenant juridiquement indépendant. En raison de cette acceptation unanime du sango comme langue de tous, et à cause de la nouveauté et donc de la fragilité du régime fraîchement mis en place, les autorités centrafricaines reconnurent aisément le sango comme langue nationale centrafricaine, tandis que le français recevait le statut de langue officielle. En dehors de ce premier acte juridique, aucune action politique immédiate ne vint infléchir les méthodes et le système éducatif de la période coloniale, où les langues africaines n'avaient pas de place.

L'évolution du sango se fera donc pendant une douzaine

d'années en dehors du lieu privilégié où se forge la nation de demain, le système éducatif scolaire. Dechamps-Wenezoui (1981) a démontré que cette évolution se fait par la pénétration du sango dans les familles en deux temps sur trois générations. Les personnes de plus de 50 ans ont appris le sango comme seconde langue et ne l'utilisent généralement pas en famille pour converser avec leurs pairs ou leurs enfants. Elles sont attachées aux valeurs traditionnelles et à la langue vernaculaire qui leur est propre. La génération suivante, entre 25 et 50 ans, a appris le sango en même temps que sa langue vernaculaire. Elle est plus moderne dans ses goûts et se sert beaucoup plus du sango pour parler aux enfants, mais utilise la langue vernaculaire pour s'adresser à ses pairs ou aux parents plus âgés. C'est une génération de transition qui envoie ses enfants au village natal, pendant les vacances, pour qu'ils apprennent la langue vernaculaire. La génération suivante, de moins de 25 ans, a d'abord appris le sango avant la langue vernaculaire dont elle n'a qu'une connaissance superficielle, si ce n'est nulle. Elle se sait encore appartenir à une ethnie mais ne s'y sent pas particulièrement attachée, et se définit davantage par rapport à la ville et au pays dans son ensemble. Elle parle sango en famille à tout le monde, même aux vieux, et à plus forte raison à ses enfants.

Il faut ajouter une dizaine d'années aux chiffres indiqués pour les âges, car l'étude de Dechamps-Wenezoui, publiée en 1981, concerne les années 1975 et 1976. Depuis, avec le chômage des jeunes, les conditions misérables de vie dans les bidonvilles surpeuplés de la périphérie de Bangui, des bandes de jeunes gens livrés à eux-mêmes se sont formées, comme cela est toujours le cas dans les banlieues déshéritées, pour tenter de survivre par tous les moyens. Le sango, leur seule langue maternelle, étant compris de n'importe qui, ils se sont forgé un jargon à eux, le « double sango », tout à fait comparable à l'argot des jeunes Français. Mais nous sommes en Afrique, et les bandes des jeunes « godobe » de Bangui adorent la musique et la grouillante vie nocturne de la ville noire. Bientôt, leur langage passe dans des compositions musicales qui remportent un vif succès et créent la mode. Leurs « mots réservés » entrent dans le sango courant. Et les voilà obligés de créer sans cesse d'autres mots, d'autres syntaxes, bref, un autre espace langagier qui leur appartienne en propre. La naissance de cet argot sango est aux yeux des sociolinguistes la preuve flagrante, — s'il en fallait une —, de l'appropriation totale du sango par la société centrafricaine. En effet, c'est à cause de cette appropriation commune à tous, que les sous-groupes sociaux engendrent des parlars propres, qu'il s'agisse de jargons professionnels ou d'argots particuliers.

Ainsi se forme, sous nos yeux une nouvelle intégration des

ethnies centrafricaines pour donner naissance à une nouvelle nation : la nation centrafricaine de demain, caractérisée d'ores et déjà par une langue maternelle : le sango. Il faut cependant relever que ce phénomène d'ordre sociolinguistique se passe indépendamment de toute politique linguistique nationaliste, seule susceptible d'intégrer, en les pondérant, tous les facteurs (politiques, économiques, juridiques, culturels, linguistiques) concourant à la formation d'une nation.

Tout au début des années 1950, les artistes zaïrois Antoine Wendo et Paul Kamba, qui chantaient en lingala et jouaient de la guitare européenne, étaient célèbres jusqu'au Tchad, à la fois par leurs disques de 78 tours et par le cinéma, où ils faisaient la publicité des cigarettes Bastos et Brazza en chansons. Aussi les premiers musiciens centrafricains étaient-ils des solistes guitaristes (Jean-Marc Lessoua, Jean Magalé, Jean-Claude Eboma) qui, eux, chantaient en sango. Plus tard, à partir de 1960, les orchestres d'envergure nationale se sont formés. D'abord le « Vibro-Mayos » de Mayélé, qui se scinda en « Vibro-Succès » dirigé par Bekpa et « Centrafrican-Jazz », puis le « Tropical Fiesta » de Perrière. Ils furent suivis de nombreux autres orchestres. Tous composèrent des chansons de grande qualité et, de ce fait, donnèrent au sango sa première littérature orale moderne. Leurs musiques diffusées sur les ondes de la radio nationale centrafricaine ont puissamment contribué à la standardisation du sango parlé.

C'est progressivement que le sango s'est fait une place à la radio, aussi bien pour les nouvelles que pour l'animation d'antenne, la publicité, les magazines divers (santé, université, débats), les reportages, etc. Des journalistes comme Albert Willybiro-Passy se firent un nom par leur maîtrise du sango. Ce dernier publia à compte d'auteur, en 1979, ses éditoriaux les plus réussis (6). Cet ouvrage, très vite épuisé, est un des rares écrits à caractère littéraire qui ne soit point religieux, tant il est difficile pour un Centrafricain de trouver un éditeur pour publier en sango.

L'action gouvernementale pour le sango

Le premier acte juridique en faveur du sango est sa reconnaissance officielle comme langue nationale centrafricaine. Il s'agit d'une demi-mesure, car une politique plus conforme à la réalité des faits eût reconnu au sango le statut de langue officielle conjointement au français, comme c'est le cas pour le kinyarwanda au Rwanda, le kirundi au Burundi, le swahili (et l'anglais) au Kenya, etc. Mais,

(6) Voir bibliographie, Willybiro-Passy.

compte tenu des conseillers français qui, à l'époque, considéraient toute action en faveur des langues africaines comme une atteinte à l'influence française, la demi-mesure fut un compromis appréciable. Encore faut-il que les politiques donnent au sango les moyens de fonctionner effectivement comme langue nationale.

En juin 1963, un important congrès du parti unique, le Mouvement d'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN), eut lieu à Berbérati, et recommanda au gouvernement une série de mesures en vue de promouvoir le sango. Deux ans plus tard, un Comité national pour l'étude du sango (CNES) fut créé, par décret numéro 64/022 du 15 janvier 1965, avec mission de codifier l'orthographe du sango et de réaliser un dictionnaire et une grammaire. Le CNES a travaillé une année, avec la collaboration de Luc Bouquiaux, chercheur au CNRS envoyé comme consultant par l'UNESCO, et avec Marcel Diki-Kidiri. A l'issue de ces travaux, un alphabet fut proposé au gouvernement. Ce fut la première et la dernière réalisation du CNES dont les membres furent peu à peu dispersés, par nécessité de service, sans être remplacés.

Le ministre de l'Éducation nationale demanda à L. Bouquiaux, M. Diki-Kidiri, et J.-M. Kobozo, de continuer le travail sur le dictionnaire sango, en attendant la reconstitution du CNES. Cette reconstitution n'eût jamais lieu, car le gouvernement pensait à une autre structure pour prendre la relève. Par décret numéro 74/077 du 2 février 1974, l'Institut pédagogique national (IPN) était créé, avec mission, entre autres choses, de préparer la réforme du système éducatif, l'introduction du sango dans le système scolaire, et d'organiser l'alphabétisation fonctionnelle des adultes en sango. L'IPN diffusa l'alphabet sango du CNES et l'utilisa dans ses ouvrages pédagogiques. Malgré des résultats jugés très positifs par les pédagogues, notamment à l'école Saint-Charles de Bangui, l'expérience ne fut pas poursuivie, et, après avoir étendu l'enseignement du sango à 120 classes primaires en 1976, elle fut abandonnée. C'était un faux départ, mal préparé et mal conduit, puisqu'on ne prit même pas la peine de former les maîtres.

A cause des graves événements politiques qui entraînèrent la chute de l'empire, puis celle du second régime Dacko, il fallut attendre 1984 pour enregistrer de nouvelles mesures officielles, en faveur du sango. Le décret n° 84/025 du 28 janvier 1984 dotait le sango d'une orthographe officielle qui, pour la première fois, tenait compte des travaux de recherches linguistiques menés au CNRS (LACITO) par Diki-Kidiri (1982 b). Deux mois plus tard, l'article 36 de l'ordonnance 84/031 du 14 mars 1984 stipule que :

« L'enseignement est donné en français, langue officielle, et en sango, langue nationale. La fixation de l'orthographe en sango

ainsi que les modalités de recherches et des études sur cette langue seront déterminées par décret. »

Cette ordonnance avait pour objet l'organisation de l'enseignement en République centrafricaine. Il avait été précédé, en avril 1982, par un grand séminaire de réflexion sur la réforme éducative, dont les actes constituent les grandes orientations voulues par le gouvernement dans ce domaine. Le séminaire recommandait spécialement les actions suivantes pour la promotion du sango, en vue de son utilisation intensive dans les domaines modernes d'activité :

1. Le maintien de la langue sango comme matière et véhicule d'enseignement.
2. La mise en place d'une planification des recherches pour l'enseignement du sango (7).

Les gouvernements qui se sont succédé depuis ce séminaire se sont régulièrement efforcés de faire avancer l'application de ses recommandations. Le sango est officiellement reconnu comme langue d'enseignement et doté d'une orthographe officielle. Les équipes nationales conduisant les travaux de recherches sur le sango ont été renforcées. Un nouveau système éducatif est amorcé.

On se souviendra, que le sango s'est répandu dans tout le pays pendant la colonisation, c'est-à-dire à une époque où son usage était strictement interdit dans les écoles. Or le sango continue de progresser dans les familles, dans les villes et sur les routes de campagne, et ce, en dépit de l'insuffisance actuelle du soutien politique. Ce sont donc les faits du vécu social qui imposeront leur présence, d'une façon ou d'une autre, aux responsables qui auront à s'en occuper (8).

L'arrivée des Européens récrivit l'histoire, et nous avons vu par quels chemins le sango s'est répandu à travers le pays, et surtout comment il est devenu la langue nationale de la République centrafricaine. L'évolution du sango en a fait un facteur important d'unité nationale, bien plus, un facteur d'intégration nationale. En effet, on retrouve au niveau « centrafricain » plusieurs des aspects qui caractérisaient l'intégration des ethnies-nations au siècle

(7) Rapport de synthèse du séminaire sur la réforme éducative, 29-30 avril 1982, IPN, Bangui, Commission VI, pp. 14-15.

(8) Le VI^e Colloque de l'Association des Sociologues de langue française (Cf. biblio. à ***) qui a eu lieu à Royaumont, du 28 au 30 octobre 1965, s'est penché précisément

sur toutes les facettes et formes de changements sociaux observables dans les États africains, nouvellement indépendants à l'époque. Pour une étude spécifique du changement social urbain à Bangui, se reporter à la bibliographie, à Adrien-Rongier, et Dechamps-Wenezouï.

cle dernier, à savoir : un territoire national, un gouvernement central, des références historiques et culturelles communes, une langue enfin, commune à tous, et des jeunes qui perdent progressivement leurs différenciations ethniques pour ne plus se considérer que comme Centrafricains. Ce phénomène ne va pas, il faut le reconnaître, sans un certain déracinement.

La langue française et dans une certaine mesure la culture française font désormais partie des ingrédients de la culture centrafricaine d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi le schéma intégrateur que nous esquissons ici vise à un « bilinguisme convivial ». Nous appelons ainsi le bilinguisme qui permet à un agent en exercice de rendre à chaque interlocuteur la meilleure qualité de service possible, en utilisant la langue la mieux maîtrisée par l'interlocuteur. De ce fait, aucune langue n'est confinée dans des fonctions qui lui seraient réservées, comme c'est assez souvent le cas lorsque l'on parle de « complémentarité entre les langues négro-africaines et la langue française » (CILF, 1976). Le concept de « complémentarité » implique celui d'une répartition des fonctions sociales du langage. Mais cette répartition elle-même peut être comprise comme la délimitation de chasses-gardées. Telle n'est pas notre conception. La connaissance parfaite de plusieurs langues, surtout lorsque l'environnement « écologique » est nécessairement multilingue, ne peut apporter que davantage de liberté au niveau individuel pour se mouvoir dans cet environnement, à condition qu'au niveau collectif tous les services puissent être rendus dans l'une et l'autre langue. La situation actuelle manifeste un déséquilibre notable dans l'utilisation de la langue officielle et de la langue nationale.

En raison de ce déséquilibre, une politique linguistique positive et qui viserait les objectifs développés ci-dessus, se doit de tout mettre en œuvre pour promouvoir le statut juridique du sango, développer les recherches linguistiques et pédagogiques le concernant, et créer les conditions de son utilisation massive dans le système éducatif (scolaire et non formel) comme dans les structures actives de la nation (productions économiques et artistiques, gestions administratives diverses, services). Telle est, dans ces grandes lignes, notre conception d'une politique linguistique possible en République centrafricaine, conception qui, si l'on considère l'ensemble des recommandations du « Séminaire national sur la réforme du système éducatif » de 1982, — séminaire auquel nous n'avons pas pris part — semble partagée par la majorité des intellectuels centrafricains. Ceux-ci ont, du reste, toujours revendiqué leur place et leur rôle dans la construction nationale. C'est pourquoi je laisse le mot de la fin à l'un d'eux, l'économiste Say :

« La tâche, le défi qui nous attendent aujourd'hui, c'est de briser le cercle vicieux, en introduisant dans les familles, les campagnes, les ateliers, les écoles, les chantiers..., les lumières de l'espoir, de la fierté, du respect de soi-même, c'est d'engager nos autres frères eux-mêmes dans une prise de conscience réelle et dans la restauration de leur propre communauté. »

BIBLIOGRAPHIE

- ADRIEN-RONGIER M.-F. s.d., « Les *kodro* de Bangui : un espace urbain "oublié" », in, *Cahiers d'études africaines*, 81-83, XXI-1-3, pp. 93-110.
- BARATIER s.d., *Vers le Nil : souvenirs de la mission Marchand*, Éditions Arthème-Fayard, Paris, 110 p.
- BOUQUIAUX L., DIKI-KIDIRI M., KOBOZO J.-M. (1978), *Dictionnaire sango-français Bakarî sângö-farânzi*, suivi de : VALLET J. et BEHAGHEL A. *Lexique français-sango / Kêtê bakari farânzi-sângö*, SELAF, Paris, 667 p.
- BOUQUIAUX L. et THOMAS J.-M.-C. (1980), « Le peuplement oubanguien : hypothèse de reconstruction des mouvements migratoires dans la région oubanguienne d'après des données linguistiques, ethnolinguistiques, et de tradition orale. », in, *L'expansion bantoue. Actes du colloque international du CNRS*, Viviers 4-16 avril 1977, SELAF, numéro spécial 9., Paris, pp. 807-824.
- BOYD R. (1974), *Étude comparative dans le groupe adamawa*, SELAF, Bibl. 46, Paris, 101 p.
- BOYELDIEU P. (1977), « Structures sociales et particularismes linguistiques en pays de langue "ngbandi" », in, BOYELDIEU P. et DIKI-KIDIRI M., 1982, *Le domaine ngbandi*, SELAF, pp. 1-70.
- BRACHIEL (1908), *Vocabulaire Sangho*, Paris.
- CALLOCH J. (1911), *Vocabulaire français-sango et sango-français, langue commerciale de l'Oubangui-Chari*, précédé d'Un abrégé grammatical. Librairie Paul Geuthner, Paris, 86 p.
- DAMPIERRE E. (de) (1967), *Un ancien royaume bandia du Haut-Oubangui*, Plon, Paris, 601 p.
- DECHAMPS-WENEZOU M. (1981), *Le français, le sango et les autres langues centrafricaines. Enquête sociolinguistique au quartier Boy-Rabé (Bangui, Centrafrique)*, SELAF, T.O. 48, Paris, 187 p.
- DIKI-KIDIRI M. (1976), « Développement du sango pour l'expression du monde moderne : obstacles et possibilités », in, *Les relations entre les langues négro-africaines et la langue française*, Dakar, 23-26 mars 1976. Colloque organisé par le Conseil international de la langue française, 717-728 p.
- (1977), *Le sango s'écrit aussi : esquisse linguistique du sango, langue nationale de l'Empire centrafricain*, SELAF, T.O. 24, Paris, 184 p.

- (1979), « L'Émergence du sango comme langue nationale centrafricaine », in, *Recherche, Pédagogie et Culture*, n° 43 : langue, individu, société, Sept-Oct. 1979, Paris, pp. 36-39.
- (1982 a), « L'expansion du sango en Centrafrique », in *L'expansion des langues africaines : peul, sango, kikongo, ciluba, swahili*, SELAF (Lacito-Documents, Afrique 8, série « Contacts de langues et contacts de cultures » n° 4), Paris, pp. 29-42.
- (1982 b), *Kua ti ködörö. Le devoir national (mbëti ti hinga na sêndâ lëkëngö-ködörö / introduction à l'instruction civique)*, SELAF, Coll. Applications et Transferts, 1, Paris, 131 p.
- DIKI-KIDIRI M., DONGOIDA G., HOCH J.-P., TRENEL R. (1982), *Sêndâmâti, da ôko ti ûse fängö-yê / Mathématiques, 6^e*, SELAF, Coll. Applications et Transferts, 2, Paris, p. 115.
- EBOUË A.-F. (1918), *Langues sango, banda, baya, mandjia : notes grammaticales, mots groupés d'après le sens, phrases usuelles, vocabulaire*, (Ouvrage honoré d'une souscription officielle), Éditions Emile Larose, Paris, 109 p.
- GÉRARD M. (1930), *Sango, langue commerciale de l'Oubangui*, Éditions Sodalité de Saint-Pierre Claver, Rome, 111 p.
- GIRAUD G. (1908), *Vocabulaire Sango, Bakongo, Azandé*, Paris.
- KALCK P. (1960), *Central African Republic, a Failure in De-Colonisation*, fall Mall Press, Londres, 206 p.
- KERUX E. et SAN-YOUE (1950), *Sango*. MCB, Berbérati, p. 151.
- PENEL J.-D. (1974), « Noms et chants des Zandé du Haut-Mbomou » in *Cahiers du centre protestant pour la jeunesse*, n° 17, Bangui, 15 p.
- (1985 a), *B. Boganda, A. Darlan, J. Vialle, trois représentants oubanguiens du deuxième collège, 1946-1952*, Université de Bangui, 205 p.
- (1985 b), *Cours de littérature orale centrafricaine*. Recueil de textes, Université de Bangui, Bangui, 160 p.
- (1985 c), *Anthologie de la poésie centrafricaine*, Bangui, 140 p.
- PRÉFECTURE APOSTOLIQUE DE L'OUBANGUI-CHARI (1936 a), *Catéchisme sango*, Éditions Sodalité de Saint-Pierre Claver, Rome, 199 p.
- (1936 b), *Testament ti gilili na ti finini use kue*, Éditions Sodalité de Saint-Pierre Claver, Rome, 48 p.
- (1936 c), *Kete mbeti ti prière na ti bia ti Nzapa*, Éditions Sodalité Saint-Pierre Claver, Rome, 164 p.
- SAMARIN W.-J. (1967 a), *Lessons in Sango, volume 1 : Basic Course in Sango*, multicopié, 303 p.
- (1967 b), *A Grammar of Sango*. Mouton, The Hague, Paris, 284 p.
- (1970), *Sango, langue de l'Afrique centrale*, Brill, Leiden, 146 p.
- (1983), *La Communication par les eaux et les mots oubanguiens*. Colloque sur la recherche historique centrafricaine, Paris, 29 septembre-1^{er} octobre 1983, 84 p.
- SAMARIN W.-J. et DIKI-KIDIRI M. (1978), « Modernization in Sango », in, *La Réforme des langues — Language Reform — Sprach-reform*, édité par Fodor I. et Hagege C., volume III, pp. 157-172, Buske Verlag Hamburg.
- SAY s.d. « Essai de définition de l'intellectuel africain et de son rôle dans la construction de nos jeunes États », in, *Cahiers du centre protestant pour la jeunesse*, n° 17, Bangui, 10 p.

- SEVY g.v. (1972), *Terre ngbaka*, Étude des aspects de la culture matérielle d'une population forestière de République centrafricaine, SELAF, T.O. 2, Paris, 416 p.
- TISSERANT (1950), *Sango, Oubangui-Chari*, Les Presses missionnaires, Issy-les-Moulineaux, 271 p.
- VIDAL P. (1969), *La Civilisation mégalithique de Bouar*. Prospection et fouilles 1962-1966. Recherches oubanguiennes n° 1, Firmin-Didot, Paris, 136 p.
- (1974), « L'Archéologie et la vie : témoignage sur les sources de l'Histoire en République centrafricaine », *Cahiers du centre protestant pour la jeunesse*, numéro spécial, Bangui, 19 p.
- WILLYBIRO-PASS A. (1978), *Ngu a gwe lo oko a ba, buku 1 : gigi na popo ti azo mingi*, Bangui, 77 p.